



Les manifestants étaient 39 000 dans les rues de Marseille, hier, selon les organisateurs, 3 700 selon la préfecture. PHOTO MIGUÉ MARIOTTI

Projet de réforme des retraites : à l'unisson c'est non !

MOBILISATION

Le monde du travail faisait front, hier, contre la réforme des retraites voulue par le gouvernement.

À Marseille, les militants ont répondu présents, mais espèrent d'autres mobilisations. Reportage.

La retraite peut paraître éloignée pour certains, pour d'autres elle est déjà là, quoi qu'il en soit, sa défense n'attend pas.

Hier, ils étaient 39 000, selon les organisateurs, 3 700 d'après la préfecture, à battre le pavé dans les rues de Marseille contre la réforme du système de retraites, à l'appel de la CGT, Solidaires et la FSU, mais aussi quelques Gilets jaunes et la CNT-SO, alors que FO manifestait samedi de son côté. À Toulon, ils étaient plusieurs centaines, sans la FSU. Pour ce mardi, un préavis de grève national avait été déposé par la CGT.

Pas d'unité syndicale inédite pour cette journée donc, mais

une présence interprofessionnelle bien remarquable : des ouvriers du BTP aux cadres de la fonction publique, en passant par les agents hospitaliers, nombreux sont ceux qui ont crié à Emmanuel Macron leur refus de voir le système de retraite transformé. Tous les salariés présents sont certains de « perdre avec ce nouveau système, perdre au niveau des pensions, perdre des années de repos », explique Lila, une aide-soignante en Ehpad, syndiqué CGT. Au fil de la conversation, elle s'emporte contre le gouvernement : « Ils veulent qu'on soit les retraités de la mort. On doit déjà tout calculer, faut pas s'étonner qu'il y ait des suicides dans les boîtes ! » À quelques mètres d'elle, un militant communiste renchérit : « J'aurais tort de me plaindre, au moins j'ai eu une retraite... »

Voilà qui résume bien les inquiétudes des salariés d'aujourd'hui : auront-ils seulement une retraite ? Une chose est sûre, c'est que les manifestants n'en veulent pas si elle est à point et universelle. « Les enseignants perdront beaucoup avec cette réforme, notamment à cause du système de calcul. Au lieu de pren-

dre en compte les 6 derniers mois de carrière, ça sera les 25 dernières années. Sauf que les profs commencent tard, avec de très bas salaires... », explique Laurent Tramoni, secrétaire académique du Snes-FSU Aix-Marseille. Dans cette lignée, un ingénieur CGT d'Airbus remarque d'ailleurs, qu'une fois encore, le gouvernement va « tirer tout le monde vers le bas. »

« Tout le monde va subir la réforme »

Les banderoles des différents secteurs et entreprises défilent rue de la République : énergie, ports et docks de Fos-sur-Mer, RTM, Solidaires éducation... Un car a même été affrété d'Arles pour les militants les plus motivés. Pas de heurts à relever, l'ambiance était colérique mais conviviale. Beaucoup de manifestants ont toujours en tête les dernières réformes passées ou en cours : celle de l'assurance chômage, de la formation professionnelle ou encore de l'éducation. « C'est la goutte d'eau de trop », est d'ailleurs souvent revenu dans les rangs des militants. Cette mobilisation, officialisant la rentrée sociale, est ju-

gée comme « une franche réussite » par les syndicats, au niveau départemental, du moins. « On avait recensé, en début de journée, plus de 150 entreprises du département concernées par des arrêts de travail. C'est significatif de l'ampleur de la manifestation », explique Hélène Honde, secrétaire départementale de l'UD CGT 13, en fin de parcours, alors que les manifestants s'éparpillent aux quatre coins de la porte d'Aix.

Un premier pas vers un mouvement d'ampleur ?

La secrétaire sait aussi que « le front contre cette réforme a besoin de s'élargir. Face à ce gouvernement il va falloir continuer les mobilisations. » Pour la CGT, cette manifestation doit donc en appeler d'autres. Justement, l'intersyndicale des retraités prévoit une manifestation le 8 octobre, mais aussi la RATP dès le 5 décembre.

Même son de cloche du côté des syndicats enseignants : « Il faut un front syndical uni mais aussi une alternative politique et économique. L'année dernière, il y a eu les Gilets jaunes comme mouvement massif, mais pour

les retraites le monde du travail doit être à la pointe, épaulé par d'autres composantes », explique Laurent Tramoni, du Snes-FSU. Avant de préciser : « Pour les profs, c'était une grève symbolique, le tour de chauffe. »

L'élargissement du front contre les retraites qu'évoquent les syndicalistes passera-t-il par la politique ? Si ce sont bien les syndicats qui négocient, ou pas, la réforme, les élus seront aussi sollicités. Mais hormis le PCF, le NPA et les Insoumis, peu de militants politiques pointaient le bout de leur nez en cette journée de grève. « C'est un premier pas vers un mouvement qui doit être d'ampleur », répond Claude Jorda, conseiller métropolitain PCF. Avis partagé par Naïma Senanedj, membre du conseil national du PCF : « Cette réforme ne doit pas passer, il faut donc un large rassemblement. La réalité, c'est que tout le monde va subir une décote des pensions et que deux ans après la retraite, les salariés seront malades. On le voit autour de l'étang de Berre... »

Le gouvernement devra donc revoir sa copie s'il veut s'éviter d'autres manifestations. **Amaury Baqué**